

**AJUSTEMENTS DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DÉFIS DE RELANCE DE L'ÉCONOMIE****JULIEN TOURREILLE***Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la
Chaire Raoul-Dandurand (tourreille.julien@uqam.ca)*

Malgré un taux de participation décevant (51 % contre 55,7 % en décembre 2005ⁱ), les élections provinciales du 31 janvier en Irak ont mis en évidence les progrès réalisés dans ce paysⁱⁱ. Certes fragiles, ceux-ci permettent néanmoins à Barack Obama de recentrer la politique étrangère des États-Unis sur l'Afghanistan et de donner un gage, par le retrait progressif d'Irak, de sa volonté d'instaurer un dialogue nouveau avec le monde musulman. Toutefois, les dispositions et l'adoption du plan de relance de l'économie, préoccupation principale de la population américaine, constituent les premiers tests politiques majeurs de la nouvelle administration.

1. Des ajustements dans la politique étrangère

Des frappes contre des suspects terroristes, la nomination d'un envoyé spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan, et l'interview avec la chaîne de télévision Al-Arabiya sont trois actions significatives sur la scène internationale du président Obama en ce début de mandat. Elles démontrent à la fois une **volonté de rupture avec l'administration précédente et une certaine fermeté**. Mais elles s'inscrivent aussi dans la continuité des politiques mises en œuvre par George W. Bush.

Le 23 janvier, Barack Obama a autorisé sa première opération militaire. Conformément à son engagement de campagne de poursuivre la traque des membres d'Al-Qaïda où qu'ils se trouvent, et ce même sans l'accord des pays concernés, il a donné le feu vert à deux tirs de missiles dans les régions tribales du Pakistan. Ces frappes ont tué au moins 18 personnes. En 2008, les États-Unis avaient mené une trentaine d'opérations similaires, tuant plus de 200 personnes et suscitant de vives crispations avec le Pakistanⁱⁱⁱ. Au-delà de la poursuite de la lutte contre Al-Qaïda dans la région frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan, Obama entend surtout avoir une approche régionale du dossier afghan, comme l'indique la nomination de [Richard Holbrooke](#) comme envoyé spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan. Surtout, l'administration Obama, contrairement à la précédente, devrait exercer une pression accrue sur le président afghan Hamid Karzai. [Hillary Clinton](#) et Richard Holbrooke ont en effet tous deux exprimé leur agacement vis-à-vis du piètre bilan du gouvernement Karzai en matière de corruption, de lutte contre le trafic de drogue et de fourniture des biens publics de base (eau, électricité...), autant de facteurs explicatifs de l'instabilité du pays^{iv}.

L'envoi de 20 à 30 000 soldats américains supplémentaires en Afghanistan n'aura cependant pas pour objectif, et ne permettrait pas, de transformer le pays en un modèle d'État moderne,

démocratique et uni^v. Les buts poursuivis par l'administration Obama sont plus limités. Premièrement, ces quelques milliers de soldats additionnels seront, dans une certaine mesure, utiles pour combattre une insurrection renforcée par les bases de repli dont elle dispose au Pakistan, financée par un trafic d'opium dont les gains sont estimés à 300 millions de dollars par an, et favorisée par un pays à dominante rurale. En améliorant la sécurité, il s'agit en fait de donner au gouvernement Karzai une dernière chance d'améliorer son bilan. Deuxièmement, l'envoi de soldats supplémentaires doit être considéré comme précurseur d'une demande américaine aux alliés de l'OTAN d'en faire de même. Troisièmement, les soldats américains devraient se concentrer sur deux types de missions qu'ils mènent déjà depuis 2001 : combattre les Talibans et traquer les membres d'Al-Qaïda. L'objectif est ici d'éviter que l'Afghanistan ne redevienne une base de planification et de préparation d'attaques contre les États-Unis comme ce fut le cas pour le 11 septembre 2001.

[L'interview](#) accordée par Barack Obama à la chaîne d'informations qatarie [Al-Arabiya](#), est le troisième geste important de politique étrangère en ce début de mandat. Largement présentée comme un signe de la volonté de la nouvelle administration d'employer une tonalité différente avec le reste du monde, en particulier les Musulmans, elle n'en demeure pas moins surprenante. Cet exercice visait tout d'abord à préparer l'arrivée de l'envoyé présidentiel pour le Moyen-Orient, [George Mitchell](#), dans la région. Barack Obama a donc insisté sur le fait que les États-Unis, sous son administration, allaient davantage écouter (leurs partenaires autant que leurs ennemis) au lieu d'imposer unilatéralement leurs préférences. Le président s'est ensuite fait pédagogue, expliquant que son travail était d'expliquer aux Américains qu'il y a chez les Musulmans des personnes extraordinaires qui ont les mêmes aspirations qu'eux, et au monde musulman que les États-Unis ne sont pas son ennemi^{vi}. Aussi surprenant que cela puisse paraître, de tels propos s'inscrivent dans la continuité de ceux de George W. Bush et tenus dans le cadre d'entrevues avec la même chaîne de télévision, par exemple en [octobre 2007](#). Le point le plus surprenant de l'interview de Barack Obama est lorsque celui-ci a affirmé vouloir restaurer le « même respect et partenariat qu'entretenaient les États-Unis et le monde musulman il y a à peine 20-30 ans ». Le nouveau président américain semble ici souffrir d'une étrange amnésie historique. Il y a 30 ans en effet, en janvier 1979, la révolution islamique en Iran se traduisait par la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran. Quelques années auparavant, en 1973, l'embargo sur les livraisons de pétrole décrété par l'Arabie Saoudite provoquait le premier choc pétrolier et plongeait l'économie américaine en récession. Au cours des années 1980, les intérêts américains furent la cible d'attentats, notamment en 1983 à Beyrouth. Il y a 20-30 ans, la relation entre les États-Unis et le monde musulman était plus tumultueuse que cordiale. Par ailleurs, au cours des 20 dernières années, les pires dans l'histoire de cette relation selon Obama, les États-Unis sont intervenus militairement au Koweït, en Somalie, en Bosnie, au Kosovo, autant de lieux où des populations musulmanes étaient dans des situations très périlleuses.

Saviez-vous que...

La première confrontation de l'administration Obama sur les questions nucléaires oppose le président à son secrétaire à la Défense [Robert Gates](#). Leur divergence porte sur la nécessité pour les États-Unis de moderniser leur arsenal nucléaire. Le premier a pris l'engagement peu après son investiture de ne pas développer de nouvelles armes nucléaires. Le second considère que la modernisation d'armes acquises dans les années 1970 et 1980 est nécessaire pour garantir la capacité de dissuasion des États-Unis et leur permettra par ailleurs de s'engager sur la voie de la réduction de leur arsenal nucléaire^{vii}.

2. Des discussions mouvementées pour le plan de relance de l'économie

Les questions de politique étrangère apparaissent donc bien délicates pour une administration en début de mandat. Mais alors que l'économie américaine s'est contractée de 3,8 % au dernier trimestre 2008 et que le taux de chômage atteint 7,2 %^{viii}, **ce sont les questions de politique intérieure, spécialement la crise économique, qui retiennent le plus l'attention des Américains.** Cette situation est certes habituelle, mais elle est en ce moment particulièrement marquée. 71 % des Américains considèrent que le nouveau président doit se concentrer en priorité sur les questions de politique intérieure, contre 11 % pour les questions de politique étrangère. En janvier 2008, la proportion était de 56 – 31^{ix}.

L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de relance de l'économie américaine représentent donc actuellement le dossier le plus urgent de l'administration Obama. Évalué à 820 milliards de dollars, l'[*American Recovery and Reinvestment Act of 2009*](#) a été adopté en première lecture par la Chambre des représentants le 28 janvier. **Si l'urgence d'agir est un sentiment largement partagé, le plan proposé ne manque pas de susciter des oppositions et des discussions.** Tout d'abord, les Républicains à la Chambre des représentants ont tous voté contre, considérant que le plan ne comprenait pas suffisamment de baisse d'impôts et impliquait un interventionnisme trop accru de l'État fédéral. Ce refus des Républicains résulte en partie de leur interprétation des défaites électorales de 2006 et 2008. Ils attribuent celles-ci à l'abandon des principes conservateurs, au premier rang desquels la responsabilité fiscale. Dès lors, ils dénoncent dans le projet actuel la multiplication de dépenses qu'ils estiment comme faisant avancer le programme progressiste des Démocrates (ils considèrent par exemple que la hausse des dépenses du *Medicaid* ouvre la voie à une « nationalisation » du système de santé) et de dépenses qu'ils jugent inutiles, comme la hausse de la dotation du *National Endowment for Arts*^x. Le vote républicain relève également de la tactique politique élémentaire. Les partis minoritaires n'ont aucun gain électoral à espérer en se montrant trop bipartisans. En effet, si le plan d'Obama est soutenu à la fois par les Démocrates et les Républicains et qu'il fonctionne, c'est le président et les Démocrates qui en bénéficieront aux prochaines élections^{xi}.

Le débat porte ensuite sur la rapidité avec laquelle les mesures comprises dans le plan permettront de relancer l'économie^{xii}. Alors que le terme de « stimulus » qui est utilisé laisse entendre des résultats rapides, les effets des investissements dans les infrastructures (construction de routes, de ponts, généralisation de l'Internet à haute vitesse...) ne se feront sentir que dans quelques mois, voire des années. De plus, sur les 820 milliards avancés, seulement 90 pourront être dépensés avant la fin de l'année fiscale 2009 et 223 milliards en 2010^{xiii}. Les Américains qui vivent déjà les conséquences de la crise devraient donc attendre de longs mois avant d'espérer bénéficier du plan de relance. Enfin, l'efficacité de ce plan, non seulement pour sortir les États-Unis de la crise actuelle, mais surtout pour asseoir les bases de la prospérité américaine à plus long terme, est largement débattue. Les points de vue en la matière sont radicalement différents. Pour certains, ce plan est une occasion ratée d'établir les fondations de l'économie verte qu'appelait Obama de ses vœux pendant la campagne électorale. [David Leonhardt](#) souligne ainsi dans le *New York Times* que les sommes avancées pour les infrastructures se concentrent sur les routes au détriment des transports en commun, alors même que des villes comme Atlanta, Denver, Phoenix ou San Diego ont annoncé des réductions de services ou des hausses de tarifs^{xiv}. Pour [Dan Morgan](#) au contraire, les 2,4 et 4,5 milliards respectivement alloués pour la recherche

sur la captation des gaz carboniques émis par les centrales électriques fonctionnant au charbon et au gaz naturel et pour la recherche sur un réseau de distribution d'électricité « intelligent » serviront de leviers à des révolutions industrielles majeures. Ils devraient permettre une croissance économique durable. Il compare ainsi ces investissements aux fonds octroyés dans les années 1950 et 1960 aux laboratoires militaires et qui ont donné naissance à l'Internet^{xv}.

Le plan de relance, *American Recovery and Reinvestment Act of 2009*, en un coup d'œil^{xvi}

Dépenses par secteurs	Montants envisagés pour la période 2009 – 2019, en milliards de dollars
<i>Dépenses discrétionnaires (sommes dépensées à la discrétion des agences ou des entités gouvernementales qui les reçoivent)</i>	
- Travail, santé et services sociaux, éducation	91,3
- Fond de stabilisation fiscale pour les États	79
- Transport, hébergement, développement urbain	59,4
- Énergie et eau	48,9
- Agriculture, nutrition et développement rural	26,9
- Intérieur et environnement	14,5
- Commerce, justice et science	13,9
- Services financiers	8,5
- Installations militaires et anciens combattants	7
- Défense	4,8
- Sécurité intérieure	1,1
- Département d'État	0,5
- Autres dépenses	0,2
<i>Dépenses engagées directement par le gouvernement fédéral</i>	
- Dotations pour le programme <i>Medicaid</i>	88,9
- Exonérations fiscales	80
- Aide aux chômeurs et familles en difficulté	45,7
- Investissements technologiques en santé	20,2
- Assurance-maladie pour les chômeurs	13,3
<i>Baisses d'impôts</i>	211,8
Total	815,9

Au-delà des débats sur son efficacité, le plan de relance de l'économie représente un défi politique majeur pour le nouveau président, et ce pour trois raisons. Premièrement, à l'instar de la plupart de ses prédécesseurs, Obama a affiché sa volonté d'aboutir à des ententes bipartisanes sur les dossiers les plus importants. Le vote de la Chambre des représentants avec un clivage très net entre Démocrates et Républicains illustre la difficulté à concrétiser un tel souhait. Deuxièmement, les discussions sur ce plan vont tester la capacité du président et de son

administration à imposer son agenda et ses préférences, notamment à ses « alliés » Démocrates du Congrès. Malgré l'appel présidentiel aux négociations bipartites alors que le plan est en cours d'examen au Sénat, il n'est pas acquis que les Démocrates feront des concessions aux Républicains^{xvii}. La [mobilisation](#) des 13 millions de militants d'Obama qui avaient donné leur adresse courriel pendant la campagne électorale doit alors être comprise dans cette perspective^{xviii}. Le président cherche ainsi à s'appuyer sur l'opinion publique afin de contourner les blocages du Congrès. Troisièmement, la préférence pour les produits américains introduite dans le projet de relance (*Buy American provision*) a suscité des craintes et des protestations chez les partenaires commerciaux des États-Unis. Même si une telle disposition ne viole pas strictement les règles du commerce international, elle envoie un message protectionniste préoccupant dans un environnement économique mondial déprimé^{xix}. Dès lors, Barack Obama ne serait pas le *leader* éclairé qu'attendaient de nombreux partenaires des États-Unis, mais apparaîtrait comme le fossoyeur d'une position américaine favorable au libre-échange, remontant au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et qui a été au fondement d'une faste période de prospérité mondiale pas si lointaine.

À surveiller...

En remplacement de Bill Richardson qui a renoncé début janvier au poste de secrétaire au Commerce, Barack Obama envisagerait de nommer le sénateur Républicain du New Hampshire, [Judd Gregg](#). Âgé de 61 ans, Gregg est reconnu pour ses compétences sur les questions économiques et commerciales. La nomination d'un autre Républicain, après Robert Gates, dans l'administration Obama ne poserait pas de problème. Mais les Républicains font tout pour convaincre leur collègue de ne pas accepter cette offre afin de conserver leurs 41 sièges au Sénat et ainsi priver les Démocrates des 60 sièges qui leur permettraient de mettre un terme aux discussions sur les projets de lois et, ainsi, de contourner les manœuvres dilatoires et obstructionnistes des Républicains^{xx}.

Pour aller plus loin :

- Joby Warrick, « [To Combat Obama, Al-Qaeda Hurls Insults](#) », *Washington Post*, 25 janvier 2009.
- Joel Kotkin, « [The Height of Power. As other American fiefdoms fade, Washington looms larger than ever](#) », *Washington Post*, 25 janvier 2009.
- Michael Hirsh, « [The Party of Goldwater ?](#) », *Newsweek*, 29 janvier 2009.
- Jay Cost et Sean Trende, « [Explaining the Stimulus Vote](#) », *RealClearPolitics.com*, 29 janvier 2009.
- Anthony Faiola, « [Out of Gaps in Treaties, First Salvos of Trade War](#) », *Washington Post*, 1^{er} février 2009.



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

-
- ⁱ AFP, « Elections irakiennes : 51 % de participation, la liste du premier ministre Nouri al-Maliki donnée en tête », *Lemonde.fr*, 1^{er} février 2009.
- ⁱⁱ Lire par exemple Patrice Claude, « Bagdad revient à la vie », *Le Monde*, 28 novembre 2008 ; Patrice Claude, « Les élections provinciales, test de la stabilité de l'Irak », *Le Monde*, 30 janvier 2009 ; Greg Bruno, *Iraq's Political Landscape*, Council on Foreign Relations, 29 janvier 2009.
- ⁱⁱⁱ Ewen MacAskill, « President orders air strikes on villages in tribal area », *The Guardian*, 24 janvier 2009.
- ^{iv} Helene Cooper, « Fearing Another Quagmire in Afghanistan », *The New York Times*, 25 janvier 2009.
- ^v Helene Cooper, « Fearing Another Quagmire in Afghanistan », *The New York Times*, 25 janvier 2009.
- ^{vi} Alan Cowell, « Obama Signals New Tone in Relations With Islamic World », *The New York Times*, 28 janvier 2009.
- ^{vii} Mark Thompson, « Obama's Showdown Over Nukes », *Time*, 26 janvier 2009.
- ^{viii} Jeannine Aversa, « Economy Shrinks In 4Q At 3.8 Percent Pace », *The Huffington Post*, 30 janvier 2009.
- ^{ix} Pew Research Center, « 71 % Nation Building at Home », <http://pewresearch.org/databank/dailynumber/?NumberID=708>, 29 janvier 2009.
- ^x Pour deux évaluations différentes du calcul politique du plan de relance, voir George Will, « Economic Stimulus or Opportunism ? », *Washington Post*, 29 janvier 2009 ; Marie Cocco, « Stimulus Plan Brings Real Relief », *Washington Post*, 29 janvier 2009.
- ^{xi} Jay Cost et Sean Trende, « Explaining the Stimulus Vote », *RealClearPolitics.com*, 29 janvier 2009.
- ^{xii} David Brooks, « Cleaner and Faster », *The New York Times*, 30 janvier 2009.
- ^{xiii} J. Taylor Rushing, « CBO casts doubt on accelerating stimulus », *The Hill*, 29 janvier 2009.
- ^{xiv} David Leonhardt, « A Stimulus With Merit, and Misses Too », *The New York Times*, 28 janvier 2009.
- ^{xv} Dan Morgan, « The Big Deal », *Washington Post*, 1^{er} février 2009.
- ^{xvi} Source : David Leonhardt, « A Stimulus With Merit, and Misses Too », *The New York Times*, 28 janvier 2009.
- ^{xvii} Michael Scherer et Jay Newton-Small, « The Stimulus Bill's Bumpy Ride : Is Bipartisanship Possible ? », *Time*, 30 janvier 2009.
- ^{xviii} Carol Lee, « Team Obama mobilizing e-mail list », *Politico.com*, 30 janvier 2009.
- ^{xix} Anthony Faiola, « Out of Gaps in Treaties, First Salvos of Trade War », *Washington Post*, 1^{er} février 2009.
- ^{xx} Manu Raju et Jonathan Martin, « GOP fights to keep Gregg in the Senate », *Politico.com*, 30 janvier 2009.